



INSTITUT
DIDEROT

Les Carnets des Dialogues du Matin

DOMINIQUE DE VILLEPIN

L'avenir de la paix

Les Carnets des Dialogues du Matin

DOMINIQUE DE VILLEPIN

L'avenir de la paix

MAI 2017

Sommaire

- Présentation p. 5
Jean-Claude Seys
- Avant-Propos p. 9
Dominique Lecourt
- L'avenir de la paix p. 13
Dominique de Villepin
- Débat avec la salle p. 41
- Les publications
de l'Institut Diderot p. 55

Présentation de l'invité

Mesdames et Messieurs les Sénateurs et Députés,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs,
Chers Amis,

Monsieur le premier Ministre,

Nous avons été dans l'obligation de refuser, ce matin,
plus de 70 personnes, faute de places.

Je sais que votre dernier livre « Mémoire de Paix pour
temps de guerre » suscite l'intérêt depuis sa publication
et que vos analyses et vos positions sont attendues.

Il me revient le privilège de vous accueillir et de vous
présenter à l'auditoire.

Homme d'État, diplomate, écrivain, avocat, historien,
vous êtes un fin connaisseur de l'histoire de France.

Secrétaire général de la Présidence de la République,
ministre des Affaires Étrangères, ministre de l'Intérieur,
Premier ministre (2005-2007)...

À ce dernier titre, vous aviez réussi à contenir l'endettement public. La chose est assez rare pour être saluée. J'ajoute que la croissance était en hausse et que le chômage connaissait donc une baisse continue.

La chose est assez exceptionnelle pour qu'on y insiste.

Nous connaissons votre position sur la « guerre contre le terrorisme ».

Personne n'oubliera votre discours au Conseil de sécurité des Nations-Unies, le 14 février 2003.

Souvenez-vous.

Hans Blix, responsable des inspecteurs de l'ONU vient de remettre son nouveau rapport sur les armes de destructions massives en Irak.

Il préconise de nouvelles inspections.

Au Conseil de sécurité de l'ONU, Colin Powell, secrétaire d'État américain, affirme que Saddam Hussein ne joue pas le jeu des inspections.

Pire, il « triche » avec l'ONU.

De son côté, la France souhaite que les inspections se poursuivent en Irak.

Et c'est à travers le vibrant plaidoyer de son ministre des affaires étrangères que la France fait entendre son opposition à la guerre.

« Absurde », « Dangereuse », « une telle intervention pourrait avoir des conséquences incalculables pour la stabilité de cette région », aviez-vous dit alors.

Fait rare dans l'enceinte de l'ONU, vous y serez applaudi.

La seconde guerre d'Irak débutera un mois plus tard, le 19 mars 2003, déclenchée par les États-Unis alliés à la Grande-Bretagne, sans l'aval des Nations-Unies.

Hélas, deux fois hélas... Votre prophétie s'est malheureusement réalisée.

Nous en payons le prix.

Nous voyons le résultat de cette guerre absurde et dangereuse jusqu'au cœur de notre capitale.

Ce discours visionnaire est rentré dans les livres d'histoire.

Dans l'histoire d'un vieux pays de cette vieille Europe.

Beaucoup de nos alliés et, même, de nos contradicteurs, s'en rappellent.

Je me devais de le rappeler, en ces temps troublés, et suis donc doublement heureux d'accueillir un homme qui nous propose un vade-mecum pour la paix.

Vos réflexions sur les moyens diplomatiques à mettre en œuvre pour favoriser un monde pacifié sont attendues.

Permettez-vous de passer la parole au Professeur Lecourt afin qu'il introduise nos échanges avant de vous laisser la parole.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Avant-Propos

Monsieur le Premier ministre,

Nous nous interrogeons méthodiquement depuis plusieurs années sur ce que pourra être notre avenir.

Comment le cacher ? C'est aujourd'hui l'inquiétude qui l'emporte.

Le sentiment d'un grave péril s'aggrave de jour en jour.

Les conflits se multiplient.

Depuis les années 1990, les bases de nos grands États ont été sapées.

A la fin de la guerre froide, nous étions convaincus qu'en définitive s'ouvrirait une époque de paix.

Voire, pour les plus optimistes, une période de prospérité.

Au lieu de quoi, comme vous le soulignez avec éclat, nous nous retrouvons dans un temps de guerre ! Le désir de guerre se manifeste au grand jour au cœur même des puissances occidentales.

Et vous montrez que le risque d'un conflit majeur n'a jamais été aussi fort qu'aujourd'hui.

La nouveauté de ce risque tient sans doute pour l'essentiel à l'impact de la révolution technologique que nous vivons.

Elle refaçonne notre monde en le soumettant à une connectivité généralisée.

Elle démultiplie les relations entre individus.

Elle apporte aussi à des groupes une force d'obstruction susceptible de bloquer ou contourner l'action politique.

Par leur activité, elle joint ses forces à celles des religions qui connaissent un regain inattendu.

L'art de gouverner devient de plus en plus difficile.

Les États et les grandes organisations se trouvent maintenant exposés à la désobéissance et aux protestations parfois violentes d'individus regroupés.

D'aucuns parlent même d'une faillite de l'État.

Il se dit maintenant que nous serions ainsi entrés dans l'ère de la « post-vérité ».

Ou de la politique « post-factuelle ».

Ce qui ouvre la voie à toutes les manipulations, y compris boursières, comme nous l'avons vu avec l'affaire Vinci en novembre dernier.

Cela n'a rien de vraiment nouveau.

Rappelez-vous l'épisode de Rothschild à la bourse de Londres en 1815.

En manipulant l'information sur le déroulement de la bataille de Waterloo, en l'espace de quelques heures, sa fortune avait été multipliée par plus de vingt.

Des efforts séculaires avaient permis à l'Occident de concevoir et pratiquer une politique rationnelle orientée par l'« esprit de paix ».

L'esprit critique est indispensable à son développement.
Et c'est lui que menacent, « post-vérité » et « post-factualité ».

Prenons garde aux envoûtements de l'émotion qui tend à s'installer.

La politique ne peut sans grave danger leur être soumise.
Merci Monsieur le Premier ministre de nous avoir apporté cette immense étude et cette profonde réflexion sur l'état de ce monde dangereux.

Chacun, je l'espère, y trouvera les arguments d'un nouveau « tonus rationaliste » selon le mot de Gaston Bachelard.

Pr. Dominique Lecourt
Directeur général de l'Institut Diderot

L'avenir de la paix

INTRODUCTION

Parler de la paix à l'heure actuelle alors que c'est le bruit de la guerre qui domine peut paraître audacieux. Les champs de batailles réels ou potentiels semblent se multiplier. On le voit aussi bien en Mer de Chine, en Corée du Nord, qu'en Irak, en Syrie, au Yémen ou encore en Europe orientale. En Europe, nous sommes cernés aujourd'hui par un arc de crises presque sur l'ensemble de nos frontières : en Ukraine, en Turquie avec le durcissement du régime, en Méditerranée ou au Moyen-Orient avec la crise des migrants. Ma conviction, c'est que la paix n'est plus une évidence mais plus que jamais un travail, un programme, une mission.

J'ai récemment essayé de prendre au sérieux ce second danger et de proposer des pistes en vue de le désamorcer¹. Le basculement indéniable de notre monde, qui aboutit actuellement à une situation de désordre, nourrit ce que j'appelle « l'esprit de guerre », dont je soutiens qu'il est actuellement en train de gagner du terrain. Face à la

1. Dominique de Villepin, *Mémoire de paix pour temps de guerre*, Paris, Grasset, 2016.

montée de cet esprit de guerre, je voudrais présenter les principes qui, selon moi, devraient orienter notre diplomatie et transformer ses pratiques, en vue de défendre et de promouvoir la paix.

Le danger est d'autant plus grand que ce climat de confrontation des puissances se double d'une crise de nos démocraties, comme en témoignent le Brexit, l'élection de Donald Trump et l'incertitude sans précédents de l'élection présidentielle française.

La réalité historique à laquelle nous devons faire face, c'est celle du basculement du monde. Il n'est nul besoin de dissenter longtemps sur le caractère instable, incertain et dangereux de notre monde. Tout récemment, la Corée du Nord a lancé de nouveaux missiles ; leurs voisins du Sud, de leur côté, mettent en place le système THAAD avec l'aide des États-Unis. Mais la montée des tensions concerne aussi l'Europe. L'Europe de l'Est est en proie à l'augmentation considérable de ses budgets militaires, tandis qu'on observe des déploiements de forces en Roumanie, en Pologne, et à Kaliningrad.

Nous vivons en réalité la fin de la période qui s'est ouverte en 1989, avec la chute de l'URSS. Un modèle unique, le nôtre, celui de la démocratie libérale, devait s'imposer sur toute la planète. Or ce qui caractérise la période actuelle est un basculement, sur les plans géopolitique, idéologique et économique, de ce monde né de la fin de la guerre froide.

Le basculement géopolitique de notre monde est d'abord une désoccidentalisation : l'Occident perd son monopole et doit désormais partager ses pouvoirs avec d'autres régions du monde. De nouveaux pôles de puissance ressurgissent ou émergent, notamment avec le rôle croissant de la Chine aujourd'hui. La place relative de l'Europe en termes d'investissements directs s'effrite peu à peu. Les instruments d'influence tels que le cinéma ou l'enseignement supérieur ne sont plus exclusivement occidentaux. La nouvelle multipolarité qui met fin à vingt-cinq ans d'unipolarité fait bouger les plaques tectoniques. Deux exemples l'illustrent qui ne manquent pas de stupéfier la plupart des observateurs :

- La Russie regarde maintenant en direction de la Chine en quête d'un avenir économique autant que politique. Quand, jeune diplomate, je suis entré au Quai d'Orsay, une telle évolution était absolument impensable, pour une multitude de raisons historiques, politiques, culturelles, géostratégiques.
- Le rapprochement entre la Turquie et la Russie est tout aussi édifiant. La Turquie a fait preuve de bonne volonté pendant des décennies. Alors que ce pays était tourné vers l'Europe, il noue aujourd'hui une alliance avec la Russie, regarde vers l'Afrique, le Moyen-Orient et s'adresse avec véhémence à l'Union Européenne – on a pu le voir avec les polémiques actuelles entre M. Erdoğan et Mme Merkel.

Jusque-là, rien que de très naturel. Mais la vérité est que ce mouvement de désoccidentalisation va plus loin : il aboutit aussi à une perte d'influence des valeurs qui dominaient jusqu'ici, à un recul de ce qui structurait notre monde. Il suffit pour s'en convaincre de regarder la fascination qu'exercent aujourd'hui un certain nombre de régimes autoritaires, en particulier sur leurs voisins : la Moldavie, la Bulgarie, ont élu des présidents prorusses ; les Philippines, bastion des États-Unis, ont fait le choix d'un régime autoritaire et se tournent à présent vers la Chine.

Le basculement du monde est également idéologique. La compétition entre systèmes démocratiques et autoritaires, qui semblait résolue il y a quelques années seulement, est repartie de plus belle. Et elle se fait actuellement à l'avantage des régimes autoritaires qui donnent le sentiment de mieux contrôler les sociétés, d'être mieux à même de répondre aux attentes de leur population que les démocraties. Celles-ci sont perçues comme molles, hésitantes, plongées dans l'impasse, et sont en fin de compte elles aussi tentées par le populisme et la mise en place de pratiques autoritaires.

Enfin, le troisième basculement est d'ordre économique. La mondialisation devait être heureuse, ouverte, positive, source de progrès dans l'esprit des Lumières pour l'ensemble de la planète. Or on a davantage le sentiment aujourd'hui que cette mondialisation laisse à l'abandon des pays et des territoires entiers – à l'image de la « ceinture de rouille » aux États-Unis, ou au cœur rural

de la France, qui se sentent complètement exclus de cette mondialisation. On voit aussi revenir l'idée de guerre commerciale, de guerre des monnaies, et même la critique gaullienne du privilège du dollar retrouve une certaine actualité. Les inégalités mondiales sont jugées scandaleuses, d'autant plus que les dirigeants ne les dénoncent pas systématiquement. Les peuples ont ainsi un sentiment d'incompréhension, d'insatisfaction, et de profonde injustice.

Ces ébranlements successifs, de plus en plus difficilement maîtrisés, laissent libre cours aux passions politiques telles qu'elles s'expriment avec le Brexit ou l'élection de Donald Trump. La succession de scrutins importants cette année aux Pays-Bas, en France, puis en Allemagne, peut être ainsi source d'inquiétudes. Il faut y ajouter deux autres rendez-vous capitaux, qui auront un impact très fort sur la scène internationale, à savoir l'élection présidentielle de mai en Iran, qui peut bouleverser l'ensemble du Moyen-Orient, et le XIX^e Congrès du Parti communiste chinois en octobre, durant lequel cinq des sept membres du leadership chinois seront renouvelés, ainsi qu'une grande partie du Comité Central. Ce sont donc là des échéances majeures, dont la visibilité est pourtant très faible. Des échéances que nous allons devoir aborder à l'aune d'un élément inédit qui illustre parfaitement le basculement du monde et son imprévisibilité : Donald Trump.

Loin d'être un événement irrationnel, l'élection de Donald Trump traduit cette nouvelle incertitude

structurelle et durable. Elle brouille les lignes car le discours du nouveau président américain choque et déconcerte à la fois.

C'est tout d'abord un discours nationaliste, qui vise avant tout à rendre sa grandeur à une Amérique humiliée. Cependant, l'approche de Donald Trump ne se limite pas à placer les intérêts des États-Unis avant tout chose, mais à ne penser qu'à eux seuls : les intérêts du reste du monde, des autres puissances et des alliés des Américains, n'ont aucune place dans le déploiement de son idéologie, ne rentrant pas dans la vision du président américain. En ce sens, avec Donald Trump, c'est l'Amérique en premier, mais c'est aussi, à bien des égards, l'Amérique seule.

La deuxième dimension de cette idéologie, c'est le choix du protectionnisme industriel. C'est un choix déstructurant, car le fait d'ériger de nouvelles barrières constitue évidemment un risque, tant pour le monde que pour les États-Unis. En effet, vouloir relancer une économie déjà en plein emploi, en établissant un protectionnisme industriel semble au mieux hasardeux. C'est ignorer, d'une part, l'interdépendance de l'industrie avec les autres secteurs, comme le numérique et les services, qui sont étroitement liés au dynamisme industriel. C'est aussi ignorer, d'autre part, l'interdépendance des États dans la production de valeur – il suffit d'analyser le fonctionnement d'Apple, avec des logiciels américains et des usines chinoises, pour constater qu'il y existe une interdépendance empêchant

le morcellement des plus-values des entreprises, et qu'on ne peut pas uniquement valoriser la part industrielle de la production américaine.

Enfin, la personnalité et la stratégie de communication de Donald Trump, qui reposent sur l'outrance et la fulgurance, sont porteuses de déstabilisation. Gouverner en 140 caractères sur Twitter est à la fois dérisoire et dangereux, et constitue un élément d'imprévisibilité et de perturbation constant, ce qui est renforcé par le lancement d'informations et d'accusations non vérifiées. L'action de Donald Trump est avant tout opportuniste, elle vise à saisir des occasions pour toujours conserver l'initiative, sans se soucier de reniements de positions antérieures s'il les voit comme source de bénéfices. Il en va ainsi de la proposition de « tolérer » les déficits commerciaux avec la Chine si la Chine s'investit davantage sur le dossier nord-Coréen.

I. L'ESPRIT DE GUERRE

Les grands changements s'opèrent par mithridatisation, de proche en proche, endormant notre attention. Par le passé, notamment dans l'entre-deux-guerres, nous nous sommes déjà habitués à l'inacceptable. L'habitude laisse se sédimenter des situations qui aboutissent ensuite, quand il est trop tard, à des tragédies. Ainsi il me semble absolument nécessaire de dénoncer et d'analyser la montée actuelle d'un esprit de guerre particulièrement inquiétant.

A. L'esprit de guerre se nourrit de passions collectives

L'esprit de guerre se construit à partir de plusieurs facteurs : émotions collectives, affaiblissement des piliers qui soutenaient l'ordre international et engrenage de la force. Nous souhaiterions tous, idéalement, que la raison l'emporte sur les passions des peuples et de la politique. Force est de constater que nous sommes au contraire dans un monde où ce sont ces passions qui gouvernent et précèdent la réflexion, mues aussi bien par un sentiment d'humiliation, d'injustice, que de peur du déclasserement, ou de volonté de revanche animant les peuples.

Jamais peut-être ce sentiment n'a-t-il eu autant de force qu'aujourd'hui. Qu'on songe à l'ambiguïté et au caractère douloureux des relations avec des États profondément marqués par l'expérience de la colonisation, et dont les plaies sont toujours ouvertes. L'humiliation, c'est toujours et partout le résultat de la domination. C'est un sentiment qui se transmet de génération en génération, conduisant à la soif de revanche et à des mécanismes suicidaires. Pour pouvoir penser les relations internationales et agir dans ce domaine, il faut prendre en compte la vitalité et la force de ce sentiment d'humiliation.

Le sentiment d'injustice constitue un second moteur des passions collectives. C'est un sentiment très puissant et très présent dans les rapports qu'entretiennent les États entre eux. C'est l'expression même de l'asymétrie des rapports internationaux, que la mondialisation et

l'inégalité des termes de l'échange ont contribué à accentuer. L'augmentation des inégalités, à la fois à l'échelle nationale et internationale, confère de fait à ce sentiment un potentiel explosif.

Comme on a pu le mesurer avec l'élection de Donald Trump ou avec le Brexit, il existe aujourd'hui une peur, une insécurité économique, sociale et culturelle qui explique en partie les choix et les comportements politiques actuels. Cette peur du déclassement est celle du déclin individuel et collectif, et semble partie pour s'installer durablement dans les mentalités. Rappelons qu'en 2042, la population blanche devrait être pour la première fois minoritaire aux États-Unis, ce qui permet de mesurer l'inquiétude d'une partie des Américains, et le fait qu'ils aient voté en conséquence.

Nous vivons dans un monde dominé par l'esprit de revanche. Il suffit de se rendre en Russie, en Chine, en Afrique ou encore en Amérique latine, pour s'apercevoir que cet esprit est bien vivant, et qu'il est fort naïf de s'imaginer que l'on peut aller parler avec les représentants de ces parties du monde comme si ceux-ci étaient dépourvus de mémoire, et comme si cette mémoire n'était pas une mémoire blessée. Il faut pouvoir prendre en compte cette mémoire, en mettant à profit le travail des historiens pour sortir des procès d'intention, des ambiguïtés, et pouvoir enfin traiter les problèmes via un dialogue franc et ouvert. De ce point de vue, la relation entre la France et l'Algérie est très représentative : de petit pas en petit pas, les présidents

successifs des deux pays essayent de se rapprocher du sujet, mais sans parvenir à désamorcer les tensions qui perdurent, le venin transmis par la mémoire restant virulent.

B. La montée de l'esprit de guerre traduit la perte de nos repères essentiels

La confusion qui règne sur la scène internationale est l'une des principales sources du succès et de la propagation de l'esprit de guerre. Cette confusion est le résultat de trois faillites.

L'ONU s'est vue progressivement marginalisée dans ses capacités d'action, et la plupart des instruments multilatéraux créés ces dernières années ne jouent qu'un rôle symbolique. C'est notamment le cas de la Cour pénale internationale, qui n'a pas tenu ses promesses. Dans le même temps, le pouvoir des grandes puissances apparaît limité, et impuissant à régler les crises. Il faut de plus reconnaître que les puissances qui semblent les mieux à même de faire progresser la résolution des conflits aujourd'hui ne sont pas des démocraties libérales. Le morcellement de la scène internationale traduit de fait l'incapacité que nous avons à nous entendre sur les principes qui devraient la structurer : en Crimée et au Kosovo, on a renvoyé dos à dos d'un côté l'intégrité territoriale des États, de l'autre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. A l'heure actuelle, il n'y a pas de consensus sur les principes et les méthodes qui devraient diriger la gestion des crises et sur lesquels l'ordre international devrait être établi.

La faillite des États est une véritable épidémie et la source de la plupart de nos maux. Ainsi de la destruction de l'Irak, qui a ensuite contribué à la décomposition de la Syrie, du Yémen, et déstabilise profondément la Jordanie ou le Liban. Le même constat peut être fait au sujet de la Libye et de ses voisins. Face à ces ferments d'instabilité, c'est l'État le seul rempart, et nous avons de ce point de vue une immense part de responsabilité. En effet, les politiques d'intervention militaire et de changement de régime ont abattu ce rempart. Or, lorsque l'on estime qu'un régime doit changer, parfois, pour des raisons parfaitement légitimes – guerre civile, massacres, dictature aux pratiques inacceptables – on lance une machine dont les effets risquent d'être infiniment destructeurs et peuvent aboutir à un effondrement catastrophique de l'État. Nous devons avoir conscience que celui-ci constitue le pilier de la stabilité, aussi bien à l'échelle nationale, que régionale ou internationale. Il est regrettable de constater à quel point cette dimension n'est pas prise en compte dans les politiques de paix actuelles : la fragilité des sociétés civiles, la remise en cause des frontières – à commencer par les fameuses frontières issues des accords Sykes-Picot – sont étroitement liées à cette faillite des États.

La perte de repères a encouragé la progression d'idéologies structurantes alternatives, dès lors que l'hyperlibéralisme ou notre modèle démocratique ne séduisaient plus. Nous voyons malheureusement s'épanouir le populisme, l'autoritarisme ou encore le djihadisme. Il faut prendre ces mouvements au sérieux, en particulier

le djihadisme : nous sommes tentés – notamment en France du fait de la peur et d'un discours politique réducteur – de réduire celui-ci aux divagations de quelques criminels pervers, alors qu'il représente pour beaucoup une idéologie de résistance contre la mondialisation. Cette idéologie de résistance se nourrit d'une nostalgie puissante et ancienne dans le monde arabe, que l'on retrouve chez certaines communautés en Europe, pour un Islam de la grandeur passée et aujourd'hui bafouée, dont il faudrait restaurer la domination, par la force si nécessaire.

C. L'esprit de guerre et l'engrenage de la force

La force n'est pas un fusil à un coup. Comme les idées, elle voyage dans les esprits et les corps : elle laisse des traces, des blessures, elle s'enracine et enfante une mémoire qui se perpétue de génération en génération. Nous l'oublions trop souvent, et dès lors notre usage de la force se révèle contre-productif et alimente l'esprit de guerre, au lieu d'y mettre un terme.

Je ne suis pas irénique, ayant occupé des fonctions qui forcent à regarder la réalité en face, et à prendre en compte le fait que la force fait partie des instruments du pouvoir politique. Mais dans un monde blessé, cassé, où les passions dominent, on ne peut pas se servir de la force en ignorant que celle-ci peut causer une véritable hémorragie. C'est pourquoi la force ne doit être employée que de façon ponctuelle et limitée. Jeune diplomate, il m'est souvent arrivé d'avoir à recommander l'usage de la force contre une colonne

armée descendant de la Libye vers N'Djaména. Mais cela n'était jamais qu'un usage ponctuel et limité de la force, très différent de la mise en place de dispositifs lourds, avec un haut niveau d'implication politique, et dont le message risque en fin de compte de se retourner contre nous.

Si l'on analyse l'intervention au Mali, qui fait consensus en France, l'avis général est de dire que cette opération a été un succès. Je suis en réalité convaincu du contraire. Au moment du déclenchement de l'opération, des voix s'élevaient pour nous dire que Bamako était sur le point de tomber – je mets néanmoins en garde contre la difficulté de disposer d'informations fiables dans ce genre de situations de crise, on s'en rend compte avec les débats d'experts au sujet de la réalité de la menace qui pesait sur Benghazi. Face au risque d'une chute de la capitale, l'usage de la force était alors parfaitement justifié. Mais la mise en place du dispositif massif qui a suivi ne l'était pas. Ce dispositif a été perçu dans le pays et dans toute la région comme un blanc-seing donné par la France au gouvernement malien. Cela nous a attiré dans un engrenage qui a fortement limité notre capacité à peser sur le plan politique, alors que précisément l'usage de la force devrait être au service d'une stratégie politique définie. Utiliser ponctuellement la force pour empêcher la chute de Bamako était nécessaire, mais cela aurait dû s'accompagner d'un travail politique visant à inciter les autorités de Bamako à négocier avec toutes les forces en présence au Mali, et à trouver une solution à la question touarègue. Au lieu de cela, nous avons

pris à notre charge la sécurité du Mali et de sa capitale, ce qui a permis au gouvernement malien de privilégier l'attentisme, voire l'immobilisme. Nous sommes ainsi pieds et poings liés, en cheville avec un gouvernement qui ne souhaite pas faire évoluer la situation, et qui sur le terrain fait même l'inverse des gestes de réconciliation qui sont nécessaires pour aboutir à une solution pérenne. Le résultat est qu'après quelques années de recul, le terrorisme, le djihadisme et l'insécurité gagnent à nouveau du terrain au Mali, tandis que le régime est de plus en plus contesté dans le Nord, et même au centre du pays. Nous sommes pris dans le piège des vieilles habitudes, là où une dialectique est à construire entre le militaire et le politique, afin de développer une approche non plus seulement sécuritaire mais politique, dans l'intérêt du pays. La conséquence est toujours la même ; les populations, au Mali mais aussi en Irak, en Syrie, au Yémen, dénoncent progressivement la présence étrangère comme une invasion. La société se retourne dès lors contre nous, et le djihadisme regagne du terrain dans des régions où il est très difficile de l'éradiquer – nous en sommes ainsi réduits à traquer les djihadistes au Sahel sur un territoire cinq fois plus grand que la France, avec les perspectives de succès que l'on peut imaginer.

L'autre conséquence de cet usage irréfléchi de la force, que nous constatons dans la plupart des interventions militaires, est que les pays voisins, qui devraient être les premiers concernés, se désintéressent de la situation et se posent en observateurs. Ce fut le cas lors de la crise

irakienne, durant laquelle les pays voisins ont observé le travail de la coalition sans faire le moindre geste pour aider à stabiliser la situation. Il revenait aux coalisés la responsabilité d'avoir pris la décision d'intervenir et donc d'en payer seuls le prix. A chaque fois qu'une intervention militaire occidentale a lieu, les forces régionales ne se sentent pas directement concernées par la gestion de la crise, alors que celle-ci devrait leur revenir en premier lieu.

D. Esprit de guerre et affaiblissement des démocraties libérales

Il faut enfin souligner que cet esprit de guerre est d'autant plus dangereux qu'il se développe dans le contexte d'une montée de l'antilibéralisme à travers le monde. On le constate sur le plan politique avec la montée de l'autoritarisme, sur le plan économique avec celle du protectionnisme, et aussi sur le plan culturel avec le retour d'un conservatisme moral. Ce vent d'antilibéralisme affecte nos sociétés et divise profondément le continent européen. Le populisme y gagne du terrain, sous différentes formes : en Europe du Nord, il s'agit de défendre une identité culturelle forte ; dans les pays de l'Est, de limiter l'immigration et de défendre des valeurs à partir d'une lecture conservatrice du pays et de son histoire ; dans les États du Sud, enfin, le populisme répond aux graves problèmes économiques et sociaux qui s'y posent. Le populisme utilise ainsi de façon opportuniste la situation dans chacune de ces régions et devient progressivement une force incontournable de nos sociétés.

II. FAIRE LA PAIX

Face à la montée de cet esprit de guerre dont je viens de décrire les principales sources, comment promouvoir la paix ?

Celle-ci n'est pas la fin de la guerre. Nous sommes bien placés pour le savoir : le traité de Versailles n'a pas marqué le début de la paix, mais le commencement de malentendus et de tensions qui ont mené à une autre guerre. La paix demande donc un travail bien spécifique, qui doit être pensé dès le départ, et qui doit diriger jusqu'à l'organisation et aux missions de nos forces armées. Si l'on se fixe la paix pour but, on ne fait pas la guerre de la même façon, et on accompagne différemment la cicatrisation des pays qu'elle a déchirés. Il faut donc repenser et mettre à jour l'ensemble des processus et des mécanismes nécessaires pour construire la paix.

A. Les mécanismes de la paix politique

Au cours des dernières décennies, on a cru qu'il était possible de stabiliser la planète par une approche technique marquée par le juridisme, l'économisme, et le moralisme, qui ont remplacé l'approche politique. Cela n'a réussi ni à apaiser les esprits, ni à désamorcer les dangers qui nous menacent. Il faut replacer la politique au centre de notre approche, en cherchant de nouveaux mécanismes pour parvenir à une paix à la hauteur de nos ambitions.

La paix doit changer de nature : comme la guerre, elle doit devenir asymétrique. La paix, de nos jours, ne peut être la paix imposée par les vainqueurs à leur unique avantage – la paix du Traité de Versailles, celle qui sème les graines de conflits à venir. Il revient au contraire au plus fort de prendre l'initiative des gestes qui rendront possible une paix durable. C'est ce que montrent l'exemple colombien et l'engagement personnel du président Santos pour mettre fin à un conflit qui durait depuis 52 ans. Le président aurait pu, puisqu'il était en position de force, continuer le combat pour éliminer définitivement les FARC et l'ELN. Au lieu de cela, il a fait plusieurs concessions majeures, acceptant notamment que les négociations se déroulent à Cuba, c'est-à-dire sur le territoire du principal soutien de la guérilla. Il a aussi associé l'ensemble de la population sur toute une série de grands sujets, allant de la question agricole à celle de la démobilisation des combattants, en essayant à chaque étape de faire des gestes en direction à la fois des combattants, pour les rassurer, et de la société, pour montrer qu'il n'y aurait pas d'impunité totale.

L'exemple colombien montre donc bien comment les processus de paix modernes demandent que le plus fort offre une porte de sortie à celui qui lui fait face. Le plus fort ne doit pas chercher à punir et à écraser l'ennemi, mais à trouver un processus qui permettra de le réintégrer, dès lors que celui-ci accepte de reconnaître la fin de son combat et ses fautes. Ainsi, en Colombie, ceux qui ont commis des crimes doivent confesser les détails de leurs actes, vérifiés par des observateurs et des

représentants des victimes, moyennant quoi les peines qui leur seront infligées seront fortement diminuées et pour l'essentiel réduites à des peines d'utilité sociale axées sur la construction et la restauration de l'ordre social dans le pays.

Un tel schéma, qui est aussi celui qui a été mis en place en Afrique du Sud dans les années 1990, n'est évidemment pas aisé à instaurer. Mais il est indispensable. A ce titre, la résolution du conflit israélo-palestinien ne peut avoir d'autre issue qu'une paix asymétrique. Il appartient à Israël de faire une partie du chemin nécessaire pour créer une situation de confiance avec les Palestiniens et prendre le risque de la paix. Cela suppose également une implication forte de la communauté internationale, qui devra proposer les garanties de la sécurité et de l'intégrité de chacun des deux États, en incluant et en responsabilisant les pays de la région.

La paix demande aussi une participation des États au niveau régional. On a pu le voir lors de la crise de 2003 en Côte d'Ivoire, comme dans beaucoup d'autres crises africaines : si les pays de la région ne sont pas suffisamment associés – ce qui à mon sens est aujourd'hui le cas au Mali – l'instabilité grandit, souvent à partir de ces pays voisins. Le Moyen-Orient est ainsi la région la moins organisée de la planète, et c'est donc pas un hasard si elle est actuellement en train de s'autodétruire. Il faut par conséquent parvenir à créer un esprit et des institutions régionales, analogues à ce qu'a été la CECA en Europe. Le pétrole et le gaz, mis au

service d'un développement régional, pourraient jouer un rôle semblable à celui du charbon et de l'acier en Europe. La mise en commun d'une partie des richesses de la région pourrait ainsi changer la donne. Au-delà des ventes d'armes que nous sommes pressés de multiplier, nous devrions inciter les monarchies du Golfe à lancer une telle initiative, qui ferait converger les intérêts à l'échelle régionale et permettrait de générer un embryon de coopération entre ces États. Le Moyen-Orient a également un besoin urgent de jeter les bases d'une architecture de sécurité collective, à l'image de la CSCE à Helsinki en 1975, qui avait eu lieu en pleine Guerre froide. Longtemps, les liens dans le monde arabe et au Moyen-Orient ont été le fait d'idéologies structurantes, comme le panarabisme, ou le socialisme. Aujourd'hui, il ne reste plus rien, si ce n'est des idéologies meurtrières et des rivalités de puissances. Il faut donc renouer des fils entre les pays de manière à poser les bases d'une unité, d'une conscience, et d'une solidarité régionales.

Une paix ambitieuse, enfin, doit être une paix incarnée. Il n'y a pas de guerre sans récit, sans héros, pourquoi n'en irait-il pas de même pour la paix ? Alors que les ouvrages de réflexion consacrés à la construction de la paix sont rares, le processus colombien, mais aussi des figures emblématiques de la paix comme Yitzhak Rabin, Sergio Vieira de Mello ou les Casques blancs en Syrie incarnent cet idéal et doivent être mis en avant. La paix doit se trouver incarnée là où on n'assiste, le plus souvent, qu'à des initiatives poussives de la communauté internationale.

B. Les outils de la paix

Si l'on prend l'exemple irakien, il est évident que la reconstruction de l'État irakien pose la question de l'association des tribus sunnites au processus, de façon à les désolidariser de l'État islamique. C'est une tâche compliquée, étant donné l'importance des interdépendances et interférences régionales, à commencer par celles de l'Iran. Or l'outil classique permettant d'engager un processus, la conférence de paix, n'est pas opérant à l'heure actuelle : ces conférences ne peuvent surgir de nulle part et ne permettent ni de mobiliser ni d'avancer suffisamment. Il nous faut donc développer des outils plus légers, dont deux existent déjà, et qui ont montré dans certaines circonstances leur efficacité.

Le premier de ces outils, c'est le groupe de contact, à l'image du groupe de Minsk sur le conflit au Haut-Karabakh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'immense avantage de cet outil, c'est la légèreté. Bien conduit, il permet de brasser des idées avec quelques pays proches, de mobiliser les acteurs et de faire bouger les lignes assez rapidement. La difficulté, bien entendu, est de trouver des pays de bonne volonté capables de prendre en charge ce travail.

Le deuxième type d'outil, c'est la médiation. Certes, comme on le voit aujourd'hui en Syrie et en Libye, le médiateur de l'ONU semble avoir davantage vocation à aimer les critiques qu'à faire avancer la paix. Cet outil, tout comme le groupe de contact, doit donc être utilisé à bon escient, sachant que c'est dans ces petits

groupes de travail que la paix a néanmoins le plus de chances de progresser.

Dans cet esprit, je défends aussi la mise en place de nouveaux directoires. La création d'un G3 des présidents des grandes banques centrales (Federal Reserve, BCE et Banque populaire de Chine) me semble absolument nécessaire, afin de stabiliser l'ordre financier international, à l'heure où nous voyons se multiplier les risques d'apparition de nouvelles bulles. Nous ne disposons pas aujourd'hui des outils pour traiter ces questions, et ni les banquiers centraux au sein de leur institution, ni les responsables politiques lors de rares sommets internationaux tel le G20, ne peuvent les traiter efficacement. Nous avons besoin d'organismes dédiés, professionnels, toujours en contact et prêts à tirer la sonnette d'alarme.

Une structure réunissant la France, l'Allemagne, la Russie, et la Chine permettrait de créer un axe de coopération utile à la promotion de la paix et au maintien d'un ordre international. Il faut prendre en compte le fait que les relations des États-Unis avec le reste du monde sont actuellement marquées par la défense des seuls intérêts américains, sans prendre en compte ceux des autres nations. Cette dorsale eurasiatique favoriserait la recherche de solutions imaginatives, en établissant les bases de consensus minimaux. Cela ne signifie pas qu'il faille pour autant se couper des États-Unis ou du Royaume-Uni, mais souligne plutôt le fait que nous avons besoin de ce type de laboratoire

pour trouver de nouvelles idées, de nouveaux projets, et essayer des solutions. Nous en avons besoin sur la Syrie, où l'on voit que les capacités du médiateur sont limitées. Nous en avons besoin aussi au sujet de l'Ukraine, qui est à ce titre un exemple tout à fait révélateur. Comme cela a été le cas avec la Syrie, nous nous sommes focalisés sur des conditions posées dès le départ qui ont interdit tout travail diplomatique. En Syrie, nous avons décidé dès le début que Bachar el-Assad devait partir. Dès lors, la diplomatie française a vu ses marges de manœuvre réduites, impuissante face à un conflit qui a déjà fait plus de 300 000 morts. De la même manière, nous avons voulu en Ukraine défendre de façon excessive et maladroite un accord d'association avec l'Union Européenne. Ce projet a poussé la Russie vers une position de refus radical. Par la suite, nous avons posé la question de la Crimée et du respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine comme un préalable inconditionnel à toute négociation, avant de nous raviser. Les inconstances de la diplomatie européenne sur ce dossier ont été terriblement préjudiciables. Nos principes, souvent défendus de manière maladroite, et l'absence de prise en compte de la réalité historique et géographique du pays nous a conduit à l'impuissance en refusant le pragmatisme. Notre devoir est aujourd'hui de créer les conditions d'un dialogue apaisé et constructif tout en restant constants dans nos principes, ce qui avait été initié par la France et l'Allemagne lors des rencontres de Normandie. Il nous faut être capables de porter des propositions à Kiev et à Moscou, en garantissant la neutralité de l'Ukraine

tout en gardant un discours de fermeté quant au respect de l'intégralité territoriale du pays. L'État ukrainien, aujourd'hui effondré, doit également faire l'objet d'une refondation, ce qui nécessitera d'examiner les conditions d'une fédéralisation de l'Est ukrainien aux mains des séparatistes, et un plan de relance économique soutenu à la fois par l'Europe et la Russie. Il faut garder à l'esprit que la Russie, pas plus que l'Union européenne, n'a intérêt à voir émerger durablement un État failli à ses portes. La recherche d'une solution en Ukraine doit donc être inclusive et ne pas chercher à écarter le partenaire russe.

Nous devons repenser nos forces armées pour en faire de véritables outils de la paix. Je suis convaincu que la tripartition classique de nos forces entre armée de terre, marine, et armée de l'air est un schéma dépassé, qui ne correspond plus aux missions d'aujourd'hui. Nous devons repenser l'organisation de notre armée à partir de ce que sont dorénavant ses trois grandes missions, à savoir des missions de paix, de défense, et de lutte contre le terrorisme. Cela implique de revoir la structure de nos états-majors, qui remonte à l'époque prussienne. Cela implique également d'intégrer l'objectif politique de la paix très en amont. Les schémas d'interventions militaires traditionnels sont devenus bien souvent inadaptés, et nous avons besoin d'instruments plus fins, pour pouvoir peser sur un conflit sans toutefois s'y engager lourdement sur le terrain. Or ces outils n'existent pas actuellement. Nous nous retrouvons alors contraints soit à l'inaction, soit à l'inefficacité.

L'armée française doit mener un travail d'imagination et de réflexion, conduit sous l'autorité des responsables politiques, afin d'inventer de nouveaux types d'opérations. Une réflexion historique notamment, est indispensable : serions-nous plus efficaces aujourd'hui face à une crise comme celle du Rwanda ? Rien n'est moins sûr. Aurions-nous pu mieux faire récemment en Centrafrique ? C'est à partir de ce type de questions qu'il nous faut inventer pour notre armée de nouveaux outils, de nouveaux modes d'emploi, de nouvelles stratégies et de nouveaux équipements.

Au-delà de la nécessaire transformation de notre armée, nous devons aussi développer une force, non militaire, capable de venir en aide aux pays en sortie de conflit, en soutenant la reconstruction de leur administration. En 2006, la réforme des Nations Unies a initié cette idée de force de reconstruction de l'État de droit et des administrations, mais avec des moyens totalement insuffisants.

Or la France, compte tenu de son influence, mais aussi du savoir-faire et de la qualité de son administration est sans doute l'État le mieux placé pour entraîner les Européens à jouer pleinement ce rôle de reconstruction administrative, indispensable à toute politique de paix. Il s'agit sur le terrain de raccommoder le tissu social, redonner une colonne vertébrale aux États, afin d'éviter que la situation dégénère à nouveau. Il faut donc pouvoir accompagner les pays qui s'engagent dans la paix en les aidant à former leur administration, leurs

services financiers ou encore leurs services fiscaux.

Les grands projets internationaux forment le quatrième outil de paix aujourd'hui indispensable. Nous manquons de vision politique et sommes donc incapables de porter des projets qui permettraient de construire une paix durable. La meilleure réponse aux risques d'instabilité se trouve ainsi dans des projets de développement qui offrent des perspectives d'avenir aux populations. Développer les infrastructures, en effet, c'est accroître le niveau de vie des populations, c'est éloigner le spectre du terrorisme, et c'est offrir un espoir, une perspective de changement. A ce titre, la Chine a fait un choix inspirant : face aux tensions dans son pourtour régional, l'État chinois a lancé son projet de « Nouvelle route de la soie ». Il s'agit d'une vision stratégique de long terme, un projet politique, économique et culturel intégré, qui vise à stabiliser l'Asie centrale en redynamisant les économies régionales par la construction d'infrastructures et des politiques d'échanges culturels. Cette approche est d'autant plus habile qu'elle permet évidemment aux Chinois d'exporter aussi leur technologie et leurs produits. Alors que l'Europe, ne pense aujourd'hui l'Afrique, le Maghreb et le Moyen-Orient, qu'en termes de réfugiés, de terrorisme, de trafic et de menace, donnons-nous les moyens d'en faire autant, en travaillant à un grand projet euro-africain. Cela nécessiterait de se concentrer notamment sur le développement d'infrastructures de transport, très déficientes de l'autre côté de la Méditerranée. Nous sortirions ainsi d'une situation

où l'Afrique inspire la peur, et où, par conséquent, nous perdons jour après jour le bénéfice de relations historiques, au profit de l'Asie et des pays émergents, alors qu'il y aurait là un moyen non seulement de relancer la croissance et le développement mais aussi d'établir les fondations d'une paix durable.

Conclusion

La France a un rôle primordial à jouer et il serait temps qu'elle retrouve sa vraie vocation. Sa diplomatie, historiquement, est une diplomatie d'équilibre. Nos diplomates sont capables, dans des situations très difficiles, de jouer un rôle de médiateur, de parler aux uns et aux autres. Et le pilier de cette diplomatie d'équilibre, comme l'a affirmé le général de Gaulle, c'est l'indépendance. Retrouver cette indépendance, cette stratégie d'équilibre, nous permettrait de retrouver une position centrale en Europe et dans le monde.

Cette stratégie d'indépendance et d'équilibre, notre histoire nous l'enseigne, n'a de sens que si elle va de pair avec un esprit d'initiative. Certes, nous multiplions actuellement ces initiatives, mais elles ne sont que formelles. Ainsi, on ne peut qu'être favorable à ce que la France joue à nouveau un rôle au Proche-Orient sur le dossier israélo-palestinien, mais il faut bien reconnaître que les efforts de la conférence de Paris, ne pouvaient aboutir à une solution en seulement deux jours de mobilisation. Y parvenir demande un travail long, souterrain, souvent ingrat, difficile et complexe, avec toutes les parties concernées. C'est là que la diplomatie française doit à nouveau prendre la tête du mouvement, se montrer capable de prendre des risques et de mobiliser l'ensemble de son réseau, dont la qualité

est immense. De ce point de vue, le retour de la France dans l'OTAN a été funeste : nous nous sommes liés les mains, notre parole est devenue contrainte, elle s'est même banalisée. Nous devrions, au contraire, penser politiquement et de façon originale le monde et l'Europe. La paix est un objectif, d'autant plus que les dangers de conflits s'accumulent. Il ne s'agit pas de s'aveugler sur les dangers. Je crois qu'il ne faut pas attendre cinq ou sept ans pour porter notre effort de défense à hauteur de 2 % du PIB dans un monde aussi menaçant. Nous devons faire davantage en matière de défense, en liaison, évidemment, avec les autres pays européens. Encore faut-il que nous nous mobilisions pour y arriver, et cette mobilisation doit être d'abord politique.



Débat avec la salle

Jean-Daniel Tordjman : *La méthode employée en Colombie est-elle applicable, d'une manière ou d'une autre, à ce qui constitue la principale préoccupation des Français : le terrorisme radical islamiste ?*

Dominique de Villepin : C'est un sujet éminemment complexe, et il n'y a évidemment pas de réponses simples. Ma conviction est néanmoins la suivante :

Certes, les opérations militaires sont nécessaires, par exemple pour réduire les poches de présence de l'État islamique. Toutefois, nous ne sommes pas forcément les mieux placés pour utiliser cet outil militaire. Je reste convaincu qu'il revient d'abord aux États de la région d'assurer cet effort, et que les Occidentaux devraient éviter de se mettre au premier plan. Comme je l'ai dit, il faudrait préférer un partenariat avec les États voisins, et, de ce point de vue, j'avoue que je trouve pour le moins étonnant que la plupart des pays de la région aillent faire la guerre au Yémen, ce qui complique encore plus la situation, plutôt que de se mobiliser là où ils pourraient être efficaces.

Nous devrions cesser de traiter le terrorisme comme une entité abstraite, sans visage et sans raison. Le terrorisme représente quelque chose de très concret pour nombre

d'acteurs au Moyen-Orient – par exemple, pour un Irakien, un soldat démobilisé de l'armée de Saddam Hussein passé par les geôles américaines. On ne veut pas voir cette réalité concrète derrière le terrorisme, par peur de le justifier. Ce qui nous interdit d'agir de façon fine sur les différents facteurs qui contribuent à son développement.

Au-delà de l'intervention militaire, la stratégie vis-à-vis du terrorisme est avant tout une stratégie complexe, ingrate, difficile, et parfois très secrète. Elle doit mobiliser la police, l'institution judiciaire, le renseignement, notamment pour lutter contre les circuits de blanchiment d'argent – et sur ce plan, si prompts à employer la force, nous sommes encore très loin du compte en matière de mobilisation et de coopération. L'Europe est démunie, nous n'avons pas de parquet antiterroriste, nous avançons en ordre dispersé comme si le terrorisme visait notre monde occidental uniquement, alors qu'il frappe aussi en Chine, en Turquie, en Russie, et que nous devrions par conséquent mutualiser nos moyens avec ces pays.

De même, je ne cesserai de le répéter, réduire le terrorisme suppose d'avoir une stratégie politique, économique et sociale pour les régions où il se développe. Cela suppose, premièrement, de déployer une analyse historique des interventions que nous avons menées au Moyen-Orient. De ce point de vue, je regrette le fait qu'il y ait si peu de réflexion sur la première guerre du Golfe, qui a été l'un des premiers vecteurs du terrorisme

dans la région, la présence de troupes occidentales sur le territoire sacré de l'islam ayant considérablement facilité la propagande islamiste. Dans leur principe, les interventions militaires occidentales créent un soupçon d'illégitimité et nous désignent comme cible. Deuxième élément de cette stratégie politique : avant de vouloir frapper les noyaux durs des terroristes, chercher déjà à en écarter les potentiels soutiens. Je pense bien évidemment aux tribus sunnites : si vous donnez à celles-ci un espoir, une alternative, une place dans la société irakienne, l'État islamique perd de son intérêt pour elles. Mais aujourd'hui, quelle place donne-t-on à ces tribus de façon à les conduire à retirer leur soutien tacite ou actif à l'État islamique ? Il est évident que c'est la stratégie politique, liée à une coopération « tous azimuts », qui permet de réduire le risque terroriste. Il faut assécher le vivier du terrorisme, et une fois que celui-ci est réduit à son noyau dur, il est évidemment infiniment plus simple de le frapper militairement de manière efficace.

Enfin, la lutte contre le terrorisme a, jusqu'à présent, été principalement menée en direction de nos opinions publiques. Or être efficace sur le front du terrorisme, et convaincre les opinions publiques qu'on fait tout pour les sauver, ce n'est pas du tout la même chose. Jamais les autorités françaises n'auraient désigné de façon aussi claire l'état de guerre dans lequel nous sommes si leur souci avait été uniquement le terrorisme. Leur première préoccupation était l'unité des Français, et faire en sorte que la légitimité du gouvernement ne soit pas remise

en cause. Autre exemple : nous mettons en place des stratégies visibles, médiatiques, comme les centres de déradicalisation, alors que leur efficacité est douteuse. Je crois ainsi que la lutte contre le terrorisme ne bénéficie pas suffisamment de la raison d'État. Malgré la demande de transparence propre à nos démocraties, je crois que face au terrorisme l'État devrait agir comme il a toujours dû le faire à n'importe quelle époque, de façon beaucoup plus froide, calculée, soucieuse avant tout d'efficacité.

Gaëlle Nicolle : *Quel bilan tirez-vous du quinquennat de François Hollande en matière de diplomatie ?*

Dominique de Villepin : La diplomatie est un art difficile, et je crains qu'il y ait eu un certain nombre d'occasions manquées. Ma principale critique, et mon principal souhait, porterait sur la place du politique : il doit primer sur le reste – le militaire, en particulier. Le politique doit éclairer le reste, et dégager des possibles. Les militaires, d'ailleurs, n'attendent pas autre chose. Ce qu'ils veulent, c'est qu'on leur dise ce qu'est la mission, l'objectif, et ils feront à partir de là ce qu'il faut faire. Or nous nous sommes malheureusement trop souvent satisfaits de l'usage du bouton militaire, comme de notre autre grand bouton, le bouton fiscal... On appuie sur le bouton militaire, et nos forces font ce qu'elles savent faire. Mais tout le problème est que les militaires, à eux seuls, ne peuvent pas faire la paix.

Jean-Claude Allard : *À quoi attribuez-vous la cécité*

du monde occidental sur la montée en puissance d'Erdoğan, dont on savait déjà, depuis 2000, qu'il allait finir par faire ce qu'il fait aujourd'hui ? Vous avez parlé aussi de l'humiliation. Mais si l'on prend l'exemple de l'Algérie, les 40 millions d'Algériens d'aujourd'hui n'ont pas ou peu connu la colonisation. En revanche, ils ont connu la malgouvernance et, surtout, une guerre civile dont on semble oublier en France qu'elle a coûté la vie à 150 000 personnes, avec des familles et un pays entièrement déchirés. La réalité de l'Algérie contemporaine, c'est cela, bien plus que la colonisation – celle-ci n'est-elle pas alors une fausse question ?

Dominique de Villepin : J'ai souligné, en ce qui concerne la Turquie Erdoğan, à quel point nous avons sans doute eu une attitude de fermeture et de rejet qui a encouragé un mouvement de fond en Turquie que le pouvoir en place a parfaitement su utiliser.

Souvent, en politique étrangère, le problème ne se limite pas à voir le risque venir. L'évolution de la Turquie, de la Russie, ou de la Chine n'est pas passée inaperçue, mais le problème, c'est l'attitude à adopter. Or ma conviction est que nous avons toujours intérêt à tisser des liens entre les sociétés, les États, et les dirigeants de ces États. J'étais en Pologne, il y a quelques semaines, et j'ai demandé rendez-vous au président du Parti Droit et Justice, Jarosław Kaczyński. Cela me semblait naturel. Or celui-ci m'a indiqué qu'il n'avait guère rencontré de responsables français à l'exception de Charles Pasqua ! Que fait donc la classe politique française ? Je vous

garantis que, hormis lors de quelques rendez-vous officiels, des sommets comme les G20, Erdoğan n'a rencontré que peu de responsables européens ou français. Le dialogue n'a donc pas pu se nouer. Or celui-ci est évidemment une condition indispensable pour désamorcer les tensions.

D'autres instruments devraient être mis en place pour diminuer les risques : je pense notamment au fait de s'appuyer sur un certain nombre d'États intermédiaires mieux placés que la France ou l'Europe pour faire passer des messages, pour faire avancer la diplomatie. Je regrette ainsi que nous ne nous servions pas plus de relais comme le Maroc, qui aurait la capacité de parler à tout le monde dans un esprit d'ouverture et de réconciliation, le Brésil, ou l'Afrique du Sud. La paix ne peut pas se faire uniquement et directement à partir de Paris, Washington ou Berlin. Nous manquons ainsi de procédures de médiation, de personnalités internationales, d'intellectuels, d'artistes, de *missi dominici* capables de tisser des liens, de nouer des contacts informels, en vue d'anticiper et de désamorcer les crises. Mais nous préférons, dans des situations de crise comme la montée d'un pouvoir autoritaire en Turquie pointer du doigt, exclure et sanctionner – ce qui est l'expression d'un véritable aveuglement occidental, l'expression d'une incapacité à penser le monde, à s'y adapter et à se soucier de la réalité. Une fois de plus, méditons sur le fait que nous avons fermé la porte par principe à un règlement de la crise syrienne, ce qui fait qu'aujourd'hui le conflit a coûté la vie à plus de

300 000 personnes. Il en va de même avec la Libye : sans regretter Kadhafi, comment allons-nous maintenant raccomoder les différentes tribus et les différentes régions libyennes ? Il s'agit de quelque chose de très complexe, qui demande un travail pointu, en amont, que la France, avec l'Europe, en ce qui concerne le monde arabe, pourrait tout à fait mener, mieux que les Américains, étant donné la qualité de ses experts dans le domaine – et nous devons continuer à développer ce savoir-faire si nous voulons être capables tout simplement de protéger à la fois la société française et nos intérêts.

En ce qui concerne l'Algérie et la colonisation, vous avez raison. Les années de plomb et la mauvaise gouvernance algérienne sont évidemment des déterminants importants de la situation actuelle dans ce pays. Mais la politique est d'abord faite de passions, et donc le sentiment d'une responsabilité du colonisateur, même s'il peut faire office de bouc émissaire, est là, et se transmet de génération en génération. Il faut donc en tenir compte et essayer de résoudre la question, d'autant plus qu'au lieu de s'atténuer avec le temps, je crois qu'un tel ressentiment, s'il n'est pas traité, s'aggrave et s'installe de plus en plus profondément dans la mémoire collective. Que faire alors ? Dans le cas d'une relation exceptionnelle comme celle qui existe entre la France et l'Algérie, il faut apporter une réponse exceptionnelle, par exemple un partenariat qui, dans la mesure où il ne s'agit pas de jouer un pays contre d'autres, pourrait aussi inclure le Maroc et la Tunisie,

voire l'Afrique. En tout état de cause, on ne peut pas banaliser notre relation avec l'Algérie, notre histoire commune traverse de nombreuses familles des deux côtés de la Méditerranée, et c'est selon moi un point essentiel : plus important que de savoir si le Parlement a voté telle ou telle intervention, ce qui compte, c'est la capacité de notre politique étrangère à ne pas diviser notre société, à s'appuyer non sur le consensus mou des politiques, mais sur des choix structurants qui permettent aux Français de se rassembler.

Olivier Cadic : *Le Brexit était unimaginable, mais il a gagné, et plus imaginable encore que le Brexit est le mouvement de xénophobie qui s'est développé en seulement quelques semaines, et l'accélération d'un processus qui risque d'aboutir en fait à la désintégration de la construction européenne. Voyez-vous une possibilité d'inverser ce mouvement ? Quelle méthode adopter pour renverser cette mécanique ?*

Dominique de Villepin : Le Brexit est évidemment une question difficile. Les Britanniques ont démocratiquement fait un choix, et celui-ci doit être respecté. On ne peut pas faire comme si rien ne s'était passé. Le problème est, d'une part – et c'est le pari d'un certain nombre de personnes des deux côtés de la Manche – que le désordre et la confusion sont tels qu'en fin de compte, la question du Brexit n'en sera peut-être plus une : chaque pays aura mis les verrous qu'il souhaite, si bien que le Brexit n'aura plus d'intérêt. Je prends un exemple : si tous les pays durcissent leur politique aux

frontières, les Britanniques pourront très bien dire qu'ils ont obtenu les garanties nécessaires, et que le Brexit n'a plus d'utilité. D'autre part, le temps de la mise en place du Brexit n'est pas à l'échelle des opinions publiques. Beaucoup pensent que puisque rien ne s'est passé, il faudrait aller plus loin. Mais la vérité est que rien ne s'est encore passé parce que rien n'a véritablement commencé.

Je crois que nous devons tout faire pour garder le Royaume-Uni dans l'Europe : prendre des initiatives, comme en matière d'Europe de la Défense, et tisser des liens des deux côtés de la Manche. De toute façon, alors que nous allons fêter les 60 ans du Traité de Rome, nous sommes dans une situation complètement illisible. On reparle ainsi de faire une Europe à plusieurs vitesses, mais allez savoir comment et sous quelle forme. Je crois pour ma part qu'il faut, en tout état de cause, repartir de l'avant à partir de projets très concrets : créer une Europe de l'innovation, dont on parle depuis Lisbonne sans que rien n'ait vraiment été fait, ou développer une Europe de l'énergie qui nous permettrait notamment de baisser les coûts de celle-ci.

Sophie Fiszman : *Je suis d'accord sur le fait que le problème majeur, aujourd'hui, est que nos démocraties manquent de vision et de stratégie. Mais comment avoir une vision et une stratégie dans des démocraties avec des mandats électoraux de quelques années seulement ? Vous avez parlé de la Chine : la Chine, elle, dispose d'une stabilité politique que nous n'avons pas. C'est aussi ce*

qui fait la force de la Russie, qui est, sinon, une petite puissance sur les plans démographique, économique ou militaire. Par ailleurs, la paix n'est-elle pas, en fin de compte, une vue de l'esprit ? D'autant plus que la guerre est aussi et surtout, aujourd'hui, économique. La montée en puissance des Gafa qui se moquent des frontières, et qui ont en face des démocraties molles, comme vous le dites, ne montre-t-elle pas que la guerre continuera demain, mais sera, plutôt, technologique ?

Dominique de Villepin : Deux choses permettraient de donner à nos démocraties le sens de la durée. La première, c'est le renforcement de l'État. Je suis entré au service du nôtre en 1980, et je constate qu'il s'est très gravement affaibli depuis. Je le regrette. La nation française s'est construite à partir de l'État, et sa faiblesse actuelle, la régression des services publics, jouent un grand rôle dans le malaise actuel. Deuxième exigence : renforcer le consensus dans notre société. Notre faiblesse actuelle, celle de l'Italie, de l'Espagne, tient aussi au fait que le consensus sur des questions fondamentales s'est délité. À l'inverse, l'Allemagne fonde actuellement une partie de sa puissance sur le consensus politique et social qui cimente sa société. Son organisation politique, avec des outils comme la formation de coalitions, n'y est pas pour rien. Ils permettent de construire le dialogue. Peut-être faudra-t-il donc chez nous, dans la mesure où les partis politiques ne seront plus structurants, changer un certain nombre de règles du jeu, afin de permettre des alliances et des coalitions. Car la vérité est que les derniers présidents

ont en réalité gouverné avec une minorité au Parlement. Le mode de scrutin devra sans doute être modifié, mais pas seulement : le fonctionnement de l'équation politique aux assemblées et celui du gouvernement devront aussi évoluer. La Quatrième République n'est certainement pas une référence, mais elle permettait des majorités de projet, des alliances, et a en fin de compte réussi à faire avancer un certain nombre de réformes, même si le gouvernement tombait au gré d'alliances ponctuelles.

Nous devons remettre sur l'établi le fonctionnement démocratique de notre pays. Trois questions majeures se posent. Quel chemin pour la réconciliation à l'intérieur même de notre nation – car nous devons reconnaître qu'à l'intérieur même de nos frontières, nous ne sommes pas en paix. Quel destin voulons-nous offrir à nos concitoyens ? Nous dissertons à l'infini sur les mesures à prendre en matière fiscale, d'éducation, etc., mais nous devrions au bout du compte avoir une véritable vision sur ce que nous voulons pour la France de nos enfants. Enfin, troisième question : selon quelle méthode gouverner ? Nous manquons cruellement d'outils et de courroies de transmission. Contrairement à ce que l'on croit, le président n'a en réalité que peu d'outils. Ceux-ci font défaut. Par exemple, nous avons récemment créé de grandes régions. Mais comment faire dialoguer celles-ci et le gouvernement ? Nous devrions mettre en place un équivalent du Conseil des ministres sur le plan territorial : un Conseil territorial, présidé par le président de la République, qui réunirait

les présidents de région, et permettrait de traiter des difficultés rencontrées par certains territoires. Au lieu de cela, nous nous contentons d'un comité interministériel d'aménagement du territoire, où on voit une fois par an passer des liasses de papiers préparées par les fonctionnaires, que personne ne lit, et nous pensons être quittes.

Quant à votre seconde question, la paix est, bien évidemment, une vue de l'esprit, un idéal. Mais une société sans idéal n'avance pas. Vous avez aussi raison sur le fait que la guerre est aussi très largement d'ordre économique. Face à la puissance américaine, par exemple, que faire ? Tout d'abord, s'inspirer de ce que font les Chinois, qui face aux GAFAs, développent leurs propres outils, WeChat, Baidu, Alibaba, qui sont parfois aussi performants que les outils américains. Mais également faire jouer le principe d'asymétrie dont j'ai parlé dans mon exposé. Quel meilleur conseil à donner aux États-Unis que de leur suggérer de partager leurs leviers de pouvoir ? La puissance ne doit pas s'exercer de la même façon qu'auparavant, elle ne peut pas consister à écraser, à jouer de sa force, seul dans son coin. Aujourd'hui, être fort, c'est partager et distribuer le pouvoir. Barack Obama a fait la moitié du chemin. Il avait compris qu'il fallait renoncer à l'usage de la force tous azimuts, à tout faire soi-même, que la puissance, désormais, c'est *leading from behind*, gouverner depuis l'arrière. Mais il n'a pas vu que pour être vraiment fort, pour être vraiment capable d'être efficace et entendu, il faut aussi partager la puissance. Une gouvernance partagée est nécessaire. Regardez le

privilège du dollar : les Américains vivent sous le coup d'une menace. Un matin, les Chinois, les Japonais qui détiennent les bons du Trésor américain pourraient réserver une mauvaise surprise aux marchés mondiaux, et ce jour-là, ce sera une catastrophe. Nous avons besoin de multilatéralisme, de gouvernance partagée, que l'un fasse un geste envers l'autre, et si ce n'est pas le plus fort qui le fait, et bien celui-ci se verra disputer ses propres leviers de pouvoir – la guerre économique prendra alors une tout autre forme, et deviendra une guerre tout court. C'est aussi, en forçant le trait, ce que nous devrions dire aux Allemands au sujet de l'Europe. Il faut, à un moment donné, faire un vrai partage, des concessions, pour maintenir une politique d'équilibre. Tout le système européen s'est bâti sur un jeu d'intérêts et de concessions réciproques, et maintenir cet équilibre dans le temps demande de l'imagination et de la vision – ce qui peut-être manque le plus actuellement à nos sociétés.

Retrouvez l'intégralité du débat en vidéo sur
www.institutdiderot.fr

Les publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand
- L'avenir de la mondialisation - Jean-Pierre Chevènement
- L'avenir de la lutte contre la pauvreté - François Chérèque
- L'avenir du climat - Jean Jouzel
- L'avenir de la nouvelle Russie - Alexandre Adler
- L'avenir de la politique - Alain Juppé

-
- L'avenir des Big-Data - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - L'avenir de l'organisation des Entreprises - Guillaume Poitrinal
 - L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque - Régis Debray
 - L'avenir des inégalités - Hervé Le Bras
 - L'avenir de la diplomatie - Pierre Grosser
 - L'avenir des relations Franco-Russes - Alexandre Orlov
 - L'avenir du Parlement - François Cornut-Gentille
 - L'avenir du terrorisme - Alain Bauer
 - L'avenir du politiquement correct - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - L'avenir de la zone euro - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - L'avenir du conflit entre chiïte et sunnites - Anne-Clémentine Larroque
 - L'Iran et son avenir - Ali Ahani
 - L'avenir de l'enseignement - François-Xavier Bellamy
 - L'avenir du travail à l'âge du numérique - Bruno Mettling
 - L'avenir de la géopolitique - Hubert Védrine
 - L'avenir des armées françaises - Vincent Desportes

Les Notes de l'Institut Diderot

- L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert - Emmanuel Halais
- Le futur de la procréation - Pascal Nouvel
- La République à l'épreuve du communautarisme - Eric Keslassy
- Proposition pour la Chine - Pierre-Louis Ménard
- L'habitat en utopie - Thierry Paquot
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
- Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
- Sur le service civique - Jean-Pierre Gualazzi
- La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
- Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
- De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
- Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
- Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
- La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
- Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
- Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis : quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

L'avenir de la paix

« Parler de la paix à l'heure actuelle alors que c'est le bruit de la guerre qui domine peut paraître audacieux. Les champs de batailles réels ou potentiels semblent se multiplier. On le voit aussi bien en Mer de Chine, en Corée du Nord, qu'en Irak, en Syrie, au Yémen ou encore en Europe orientale. En Europe, nous sommes cernés aujourd'hui par un arc de crises presque sur l'ensemble de nos frontières : en Ukraine, en Turquie avec le durcissement du régime, en Méditerranée ou au Moyen-Orient avec la crise des migrants. » [...] « La paix n'est plus une évidence mais plus que jamais un travail, un programme, une mission ».



“

Dominique de Villepin a été Premier ministre sous la présidence de Jacques Chirac de 2005 à 2007, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales (2004-2005) et ministre des Affaires étrangères (2002-2004).

La présente publication ne peut être vendue

